



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95300 Pontoise

Pontoise, le 19 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**REFINAL INDUSTRIES (ex COREPA SNC)**

Rue de Beaumont  
95820 Bruyères-Sur-Oise

Références : UD95-2025-687

Code AIOT : 0006509350

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement REFINAL INDUSTRIES (ex COREPA SNC) implanté Rue de Beaumont 95820 Bruyères-sur-Oise. L'inspection a été annoncée le 14/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi courant de l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REFINAL INDUSTRIES (ex COREPA SNC)
- Rue de Beaumont 95820 Bruyères-sur-Oise
- Code AIOT : 0006509350
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La société REFINAL INDUSTRIES, filiale à 100 % du groupe DERICHEBOURG, est une société spécialisée dans la récupération et le traitement des métaux non ferreux, de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et de déchets métalliques divers (platinage). Le site de l'établissement d'une surface de 14 ha est situé sur les deux communes de BRUYERES-SUR-OISE et BERNES-SUR-OISE.

Les activités de l'établissement sont actuellement réglementées par un arrêté préfectoral du 17 juin 2025 et l'arrêté ministériel du 17/12/2019.

La société est autorisée à exploiter sur le site :

- au sein de l'unité «COREPA», des activités de recyclage de métaux non ferreux,
- au sein de l'unité «FRICOM», des activités de traitement de déchets de gros électroménagers froids (appareils de production de froid ménagers et professionnels mis au rebut...),
- au sein de l'unité «BHS», une ligne de tri de déchets de composants valorisables présents dans les résidus lourds issus du broyage de différents déchets métalliques .

Le site de Bruyères-sur-Oise compte environ 80 salariés. Il fonctionne en 3/8 du lundi au samedi matin pour les unités COREPA et BHS et en 5/8 7 jours sur 7 pour l'unité FRICOM.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques	Arrêté ministériel du 17/12/2019, annexe 3.2 III et AP Complémentaire du 17/06/2025, article 3.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Prévention de la pollution de l'eau	AP Complémentaire du 17/06/2025, article 4.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 17/06/2025, article 9.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 17/06/2025, article 2	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 17/06/2025, article 7.2.4	Sans objet
6	Détection incendie	AP Complémentaire du 17/06/2025, article 7.3.4	Sans objet
7	Critères d'admission des déchets	AP Complémentaire du 17/06/2025, article 8.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Registre des déchets entrants	AP Complémentaire du 17/06/2025, article 8.2.1.3.1	Sans objet
9	Registre des déchets sortants	AP Complémentaire du 17/06/2025, article 8.2.1.3.2	Sans objet
10	Traitement des déchets (FRICOM)	AP Complémentaire du 17/06/2025, article 8.2.3.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite portait essentiellement sur les rejets aqueux et atmosphériques ainsi que sur le suivi des déchets transitant par l'installation FRICOM. L'inspection des installations classées a relevé 3 non-conformités au cours de cette visite.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2025, article 2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques de classement des activités autorisées			
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le tableau de classement des installations exploitées par la société REFINAL INDUSTRIES figurant à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° IC-20-040 du 12 juin 2020 susvisé est modifié comme suit :			
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et volume autorisé
3532	A	<b>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</b> - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.  <u><b>Unité COREPA :</b></u> Broyeur : 300 t/j  <u><b>Unité FRICOM :</b></u> Broyage de déchets de gros électro-ménagers dépollués : 100 t/j  <u><b>Unité BHS :</b></u> Broyage de déchets : 150 t/j  <b>=&gt; La quantité totale de traitement est de 550 t/j</b>
2790.2	A	<b>Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795</b>	<u><b>Unité FRICOM :</b></u> Unité de traitement de déchets de gros électroménagers froids d'une <b>capacité de traitement de 24 000 t/an</b>
2718.1	A	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793</b>  1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	<u><b>Unité FRICOM :</b></u> Les quantités de déchets dangereux issus du traitement des déchets de gros électroménagers froids susceptibles d'être stockées au sein de l'unité sont de : - 12 t de déchets de fluides frigorigènes, - 6 t de déchets d'huiles usagées, - 1 t de piles, batteries et accumulateurs, - 2 t de condensateurs.  <b>Total : 21 t</b>
2791.1	A	<b>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</b>  1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	<u><b>Unité COREPA :</b></u> La quantité maximale de déchets non dangereux traitée est de <b>1500 t/j</b> et de 192 000 t/an : - capacité maximale du broyeur : 300 t/j - capacité maximale de la flottation : 700 t/j - capacité maximale du Spi (ligne d'aimantation et d'induction) : 500 t/j

			<p><u>Unité FRICOM :</u> La quantité maximale de déchets de gros électroménagers froids dépollués broyés est de <b>100 t/j</b>.</p> <p><u>Unité BHS :</u> La quantité maximale de déchets non dangereux traités au niveau de la nouvelle ligne de tri BHS est de <b>150 t/j</b>.</p> <p>=&gt; <b>La quantité totale de déchets non dangereux traités est de 1750 t/j.</b></p>
2711-1	E	<p><b>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719</b></p> <p>1. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 1000 m<sup>3</sup></p>	<p><u>Unité FRICOM :</u> <b>6 000 m<sup>3</sup></b> d'équipement en attente de dépollution stockés sur le site de l'unité (soit 438 t).</p>
2713.1	E	<p><b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</b></p> <p>1. La surface étant supérieure ou égale à 1000 m<sup>2</sup></p>	<p><u>Unité COREPA :</u> La surface occupée par les installations de transit, regroupement ou de tri de déchets de métaux non dangereux est de 54 050 m<sup>2</sup>.</p> <p><u>Unité FRICOM :</u> La surface susceptible d'être occupée par les déchets de métaux issus du démantèlement des déchets de gros électroménagers froids est de 100 m<sup>2</sup> (surface d'un box de stockage).</p> <p><u>Unité BHS :</u> La surface occupée par les installations de transit, regroupement ou de tri de déchets de métaux non dangereux de la ligne de tri BHS est de 10 000 m<sup>2</sup>.</p> <p>=&gt; <b>La surface totale occupée par les activités de transit, regroupement et tri de déchets de métaux non dangereux est de 64 150 m<sup>2</sup>.</b></p>
2714.1	E	<p><b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.</b></p> <p>1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m<sup>3</sup></p>	<p><u>Unité FRICOM :</u> Les volumes de déchets de matières plastiques et de polymères issus du traitement des déchets de gros électroménagers froids susceptibles d'être stockés sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 600 m<sup>3</sup> pour le stockage des matières plastiques,</li> <li>- 600 m<sup>3</sup> pour le stockage des mousses de polyuréthane dépolluées.</li> </ul> <p><u>Unité BHS :</u> Les déchets de matières plastiques et de polymères issus de la nouvelle ligne de tri BHS susceptibles d'être stockés sont stockés dans deux box de capacité maximale de stockage de 134 m<sup>3</sup> et de 102 m<sup>3</sup>.</p> <p>=&gt; <b>Le volume total de déchets de plastiques susceptibles d'être stockés est de 1436 m<sup>3</sup>.</b></p>

2915-2	D	<b>Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles</b> <b>2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l</b>	<u>Unité FRICOM :</u> Chauffage de l'huile à 140°C Point éclair du fluide caloporteur : 225 °C Quantité présente dans l'installation : 800 litres
2930.1	NC	<b>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie</b>  1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur	<u>Unité COREPA :</u> La surface de l'atelier est de 630 m².
4734	NC	<b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</b>	GNR : 2 cuves de 12 m³ et 6 m³ Soit <b>15,3 t</b>
1435	NC	<b>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</b> Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total.	<u>Unité COREPA :</u> Consommation annuelle : 217 m³/an  <u>Unité FRICOM :</u> Consommation annuelle : 24 m³/an  <b>=&gt; Consommation annuelle totale : 241 m³/an</b>

### Constats :

L'exploitant a commencé par présenter l'activité de son site en rappelant les spécificités des techniques mises en œuvres dans ses 3 unités. La situation administrative du site a ensuite été passée en revue, rubrique par rubrique :

Rubrique 3532 : En 2025, les quantités moyennes de déchets traitées par jour étaient de : 120 t pour l'unité COREPA, 60 t pour l'unité FRICOM et 110 t pour l'unité BHS, soit sous les seuils autorisés.

Rubrique 2790-2 : en 2025, jusqu'au jour de l'inspection, l'unité FRICOM a traité environ 15 500 t de déchets de gros électroménagers froids (GEM-F), une quantité bien inférieure au maximum autorisé.

Rubrique 2718-1 : le jour de la visite du site, l'exploitant a indiqué que l'unité FRICOM stockait :

- 8,4 t de déchets de fluides frigorigènes ;
- 0,5 t de déchets d'huiles usagées ;
- aucun déchet de piles, batteries ou accumulateurs ;
- 0,86 t de condensateurs.

Le total de déchets dangereux issus du traitement des GEM-F était donc de 9,76 t. Les quantités stockées respectent bien les seuils.

Rubrique 2791-1 : en 2025 l'unité COREPA a traité une quantité moyenne de déchets non dangereux d'environ 670 t/j, dont 300 t/j pour la flottation et 250 t/j pour le Spi. L'exploitant a également indiqué que la quantité de déchets traitée pour l'année 2025 sera très inférieure aux 192 000 t autorisées. Pour les unités FRICOM et BHS, les quantités traitées par jour sont les mêmes que pour la rubrique 3532.

Rubrique 2711-1 : lors de la visite du site, l'Inspection a pu constater que la quantité d'équipements en attente de dépollution était très inférieure à 6 000 m<sup>3</sup>. L'exploitant a précisé qu'entre octobre et mars, la quantité de GEM-F reçue pour traitement était généralement plus basse que le reste de l'année.

Rubriques 2713-1 et 2714-1 : l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de changements ni sur la surface totale occupée par les activités de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux ni sur le volume total de déchets de plastiques susceptibles d'être stockés.

Rubrique 2915-2 : l'exploitant a précisé que le procédé de chauffage utilisé au sein de l'unité FRICOM n'avait pas changé depuis l'autorisation initiale de l'activité.

Cette situation et ces volumes d'activité n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 2 : Rejets atmosphériques

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté ministériel du 17/12/2019, annexe 3.2 III AP Complémentaire du 17/06/2025, article 3.2.3			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des rejets			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
<b>Arrêté ministériel du 17/12/2019 annexe 3.2 III :</b> Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets  Effluents gazeux :			
Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Tous les traitements mécaniques des déchets	Poussières	5 mg/Nm <sup>3</sup> ou 10 mg/Nm <sup>3</sup> lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable	semestrielle
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Retardateurs de flamme bromés (1)	/	annuelle
	PCB de type dioxine (1)	/	annuelle
	Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) (1)	/	annuelle
	PCDD/F (1)	/	annuelle
	COVT	/	semestrielle
(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2. [...]			
<b>AP Complémentaire du 17/06/2025 article 3.2.3</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en flux et concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).  Unité COREPA :			
Point de rejet concerné	Paramètres	Valeurs limites	
		Concentration en moyenne sur une demi-heure(mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux journalier (kg/h)
<b>Point de rejet n°1</b>	Cr+Cu+Sn+Ni+Pb+Zn	5	0,1
	Cd	0.1	0.002

<u>Unité FRICOM :</u>			
Points de rejets concernés	Paramètres	Valeurs limites	
		Concentration en moyenne sur une demi-heure (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux journalier (g/h)
Points de rejets n°2 et n°3	CFC + HCFC	10	3
	Composés Organiques Volatils	15	4,5
<u>Unité BHS :</u>			
Point de rejet concerné	Paramètres	Valeurs limites	
		Concentration en moyenne sur une demi-heure (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux journalier (kg/h)
<u>Point de rejet n°4</u>	<b>Cadmium</b>	0,005	0.0004
	<b>Plomb</b>	0,1	0,008
	<b>Chrome</b>	0,5	0,04
	<b>Cuivre</b>	0,5	0,04
	<b>Etain</b>	0,5	0,04
	<b>Nickel</b>	0,5	0,04
	<b>Zinc</b>	0,5	0,04
<b>Constats :</b>			
<p>Par courriel du 4 décembre 2025, l'exploitant a transmis les rapports de contrôles de ses rejets atmosphériques réalisés par la société Ginger Leces le 28/01/2025. De plus, le bureau Veritas a effectué des contrôles inopinés des rejets atmosphériques de l'installation entre le 22 et le 24 septembre 2025. Les rapports correspondants ont été transmis à l'Inspection le 21 novembre 2025.</p> <p>Ces rapports montrent que les poussières et les COVT sont bien analysés tous les semestres, par contre il n'y a pas de mention d'analyses des autres paramètres indiquées dans l'AM du 17/12/2019 sachant que ceux-ci ne sont à analysés que dans certains cas (voir observation ci-dessous).</p> <p>De plus, les rapports d'analyses révèlent que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- unité COREPA : la vitesse d'éjection était légèrement trop basse en septembre (7,92 m/s pour un minimum requis de 8 m/s). L'exploitant a indiqué avoir missionné son service maintenance pour réparer le problème. L'Inspection note que les deux rapports (février et septembre) montrent des non-conformités sur la quantité de poussières rejetées (concentration et flux). <b>Ceci constitue une non-conformité.</b></li> <li>- unité FRICOM : les deux rejets montrent des concentrations conformes aux VLE lors des deux contrôles de 2025.</li> </ul>			

- unité BHS : les contrôles de janvier pointent de faibles dépassements des concentrations et flux en Zinc tandis que ceux de septembre **montrent des dépassements significatifs pour le cuivre** (concentration et flux). Par courriel du 18 décembre 2025, l'exploitant a indiqué que ces dépassements étaient liés à une défaillance au niveau des tables densimétrique qui séparent les plastiques du cuivre. Afin de remédier à cette défaillance, l'exploitant a installé une toile métallique sur ses tables densimétriques, permettant de rétablir une séparation satisfaisante.

**Non-conformité n°1 : le point de rejet n°1 unité COREPA ne respecte pas les VLE prescrites pour les poussières. L'inspection demande à l'exploitant de faire part de ses commentaires à ce sujet et de l'informer des mesures correctives envisagées afin de respecter les valeurs limites réglementaires.**

**Observation : L'inspection note que les paramètres suivants ne sont pas analysés par l'exploitant :**

- retardateurs de flamme bromés ;
- PCB de type dioxine ;
- Métaux et métalloïdes à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) ;
- PCDD/F.

**Ceux-ci n'étant à analyser que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, l'Inspection demande à l'exploitant de se positionner sur l'analyse ou non de ces substances dans un délai de 6 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : Prévention de la pollution de l'eau

**Références réglementaires :** Arrêté ministériel du 17/12/2019, annexe 3.2 III  
AP Complémentaire du 17/06/2025, article 4.3.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, valeurs limites d'émission des rejets aqueux

#### Prescription contrôlée :

##### Arrêté ministériel du 17/12/2019 annexe 3.2 III :

[...]

Effluents aqueux :

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'effluents aqueux respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Indice hydrocarbure	10 mg/L	mensuelle
	Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) (4)	As : 0,05 mg/L ; Cd : 0,025 mg/L ; Cr : 0,15 mg/L ; Cu : 0,5 mg/L ; Pb : 0,3 mg/L ; Ni : 0,2 mg/L ; Zn : 2 mg/L	mensuelle
	Mercure (Hg)	5 µg/L	mensuelle

[...]

##### APC du 17/06/2025, article 4.3.9 :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Les valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites prescrites.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : Point de rejet n°1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Débit de référence	<b>Maximal : 4 m³/ jour</b>
Paramètres	<b>Concentration moyenne journalière maximale (mg/l)</b>
<b>MES</b>	35
<b>DBO5</b>	30
<b>DCO</b>	125
<b>Fe + Al</b>	5

Référence du rejet vers le milieu récepteur : Point de rejet n°2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Débit de référence	<b>Maximal : 12 m³/h</b>	
Paramètres	<b>Concentration moyenne journalière maximale (mg/l)</b>	<b>Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique</b>
<b>Débit</b>	-	-
<b>MES</b>	35	10
<b>Hydrocarbures totaux</b>	5	1.4
<b>DBO5</b>	30	8.6
<b>DCO</b>	125	36
<b>Cr6+</b>	0.1	0.02
<b>Cr total</b>	0.5	0.14
<b>Fe+ Al</b>	5	1.4
<b>Indice phénols</b>	0,3	0,08
<b>Cyanures totaux</b>	0,1	0,02
<b>As</b>	0,1	0,02
<b>Zn</b>	2	0.57
<b>Cu</b>	0.5	0.14
<b>Ni</b>	0.5	0.14
<b>Sn</b>	2	0.57
<b>Pb</b>	0.5	0.14
<b>Cd</b>	0.2	0.05
<b>Hg</b>	0.05	0.01
<b>AOX</b>	1	0.28
<b>HAP</b>	0.05	0.01
<b>PCB</b>	0.05	0.01

Référence du rejet vers le milieu récepteur : Points de rejet n°3a, 3b, 3c (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Débit maximal de rejet	Débit au point de rejet n°3a, = 1l/s/ha pour une pluie de retour 10 ans
Paramètres	Concentration moyenne journalière maximale (mg/l)
<b>MES</b>	30
<b>DCO</b>	90
<b>Hydrocarbures totaux</b>	5
<b>Métaux totaux</b>	10

#### Constats :

Par courriels du 04 et du 18 décembre 2025, l'exploitant a transmis les rapports d'analyse de ses rejets aqueux pour tous les mois de l'année 2025. Les rejets sont contrôlés à une fréquence mensuelle pour les paramètres indiqués dans l'AMPG du 17/12/2019, et trimestrielle pour les paramètres mentionnés uniquement dans l'APC du 17/06/2025.

Rejet n°1 : le rapport d'AGROLAB du 12 février 2025 indique que les résultats présentent des concentrations inférieures au maximum prescrit pour tous les paramètres mesurés. Les analyses d'août montrent quant à elles un dépassement des MES et DBO5. L'exploitant a indiqué que c'était lié à un problème d'aérateur qui ne fonctionnait plus. Celui-ci a été changé en septembre.

Rejet n°2 : le rapport de la société COELYS de septembre 2025 pour les analyses du troisième trimestre montre des dépassements en Fer + Aluminium (concentrations) et en PCB (concentrations et flux). **Ceci constitue une non-conformité.** L'Inspection note que, dans son rapport, la société COELYS continue de se référer à l'arrêté préfectoral RSDE (Rejets de Substances Dangereuses pour l'Environnement) du 4 octobre 2012. Or cet arrêté a été remplacé par les dispositions des arrêtés ministériels du 24 août 2017 et du 17 décembre 2019 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juin 2025.

Rejet n°3 : le rapport de la société COELYS de juillet 2025 montre un dépassement de la valeur limite de DCO pour le point de rejet 3a. L'exploitant a indiqué que c'était lié à un problème d'agitateur. Celui-ci a été changé peu de temps après la réception du rapport par l'exploitant.

**Non-conformité n°2 : le point de rejet n°2 ne respecte pas les VLE prescrites. L'inspection demande à l'exploitant de faire part de ses commentaires à ce sujet et de l'informer des mesures correctives envisagées afin de respecter les valeurs limites réglementaires dans un délai d'un mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2025, article 9.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'activité de l'installation.

L'implantation des moyens de surveillance (4 piézomètres au moins) et les modalités de mesures sont déterminées de façon à assurer une surveillance efficace de la qualité des eaux souterraines. L'implantation d'un nouveau piézomètre fait l'objet d'une information préalable à l'inspection des installations classées dans laquelle l'exploitant justifie :

- le choix de l'emplacement du futur piézomètre au regard du sens d'écoulement des nappes d'eaux souterraines,
- la réalisation et l'exploitation du futur piézomètre de façon à assurer la protection des eaux souterraines contre l'interconnexion de nappes d'eau distinctes.

L'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé des mesures des niveaux piézométriques de la nappe et des prélèvements et analyses des eaux selon les paramètres et fréquences indiqués dans le tableau ci-après :

Paramètres	Fréquence
Relevé des niveaux statiques	trimestrielle
Nitrates, K, Mg , Zn, Fe	
pH, Cr6+, Cr total, Al, Cu, Ni, Sn, Pb, Cd, Hg, phénols, hydrocarbures totaux, DCO, HAP, Mn2+	

Les méthodes d'analyses utilisées doivent être conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur.

L'inspection des installations classées est immédiatement informée de toute évolution significative d'un paramètre mesuré.

En cas de pollution des eaux souterraines, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour faire cesser le trouble constaté, et signale toute anomalie dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté les résultats des analyses des eaux souterraines pour les trois premiers trimestres de 2025. Ceux-ci montrent qu'il y a eu de fortes hausses des concentrations de certains paramètres au niveau des différents piézomètres situés en aval. Le PZ3 aval en particulier montre des fortes hausses des concentrations de plusieurs métaux, notamment en Aluminium, Fer et Plomb, hausses qui auraient débuté en début d'année et qui sont continues depuis lors.

Or, l'exploitant n'a pas prévenu l'Inspection de ces évolutions très significatives de plusieurs paramètres mesurés. Ceci constitue une non-conformité.

**Non-conformité n°3 : l'exploitant n'a pas informé l'Inspection des fortes variations constatées pour certains paramètres mesurés lors des campagnes d'analyses des eaux souterraines. Il n'a également pas établi les mesures nécessaires pour faire cesser le trouble constaté. L'Inspection demande à l'exploitant de lui communiquer dans un délai d'un mois ses observations sur les fortes hausses de concentrations constatées en 2025, son analyse quant à l'impact que l'activité du site pourrait avoir sur ces résultats et de lui préciser les mesures qu'il compte mettre en œuvre pour faire baisser ces concentrations de polluants.**

L'Inspection constate que c'est la deuxième année de suite où la même non-conformité est constatée. Elle se réserve la possibilité de mettre en demeure l'exploitant sur le sujet du suivi des eaux souterraines au cas où sa réponse ne serait pas jugée satisfaisante.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois



## N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2025, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie
<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de 6 poteaux incendie au minimum, d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Ces appareils sont alimentés par le réseau public d'eau potable. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ; [...]</li><li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li></ul> <p>de robinets d'incendie armés en nombre suffisant et répartis au sein de chacune des unités du site. Les robinets d'incendie armés placés au sein des bâtiments sont situés à proximité des issues de secours. Au moins 6 robinets d'incendie armés sont opérationnels au sein du bâtiment de la ligne de tri BHS. Les robinets d'incendie armés sont utilisables en période de gel.</p> <p>au niveau de la ligne de tri BHS :</p> <p>d'un dispositif d'extinction automatique situé au cœur des équipements de la ligne de tri BHS présentant des risques spécifiques. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courriel du 04 décembre 2025, l'exploitant a transmis tous les justificatifs permettant de constater que les moyens de lutte contre l'incendie étaient suffisants et bien entretenus, notamment les poteaux incendie, les extincteurs et les RIAs.</p> <p>Concernant la ligne de tri BHS, il a précisé que le système disposait bien d'un dispositif d'extinction automatique situé en entrée de filtre, là où est présent le risque incendie.</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2025, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection sur ligne BHS
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Détection incendie : Un dispositif de détection incendie est prévu au cœur des équipements de la ligne de tri BHS à risque incendie (élévateurs et convoyeurs de déchets, broyeurs, ...). Ce dispositif est associé à un système d'extinction automatique cité à l'article 7.2.4.  [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a précisé qu'un système de détection incendie était bien présent en entrée de filtre en amont de la ligne BHS. Ce système est associé au système d'extinction mentionné au point précédent.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Critères d'admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2025, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, admission des déchets de GEM froids
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fixe les critères d'admission de ces déchets et les consignes dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Toute admission d'équipement de production de froid mis au rebut fait l'objet d'un contrôle visuel pour s'assurer de sa conformité aux critères mentionnés au premier alinéa du présent article.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 4 décembre 2025, l'exploitant a transmis sa procédure d'admission des déchets de GEM froids dont la dernière mise à jour date du 25 septembre 2025. Celle-ci indique bien qu'un contrôle visuel est effectué avant et au cours du déchargement.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Registre des déchets entrants**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2025, article 8.2.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets entrants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception du déchet ;</li><li>- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de l'article R.541-8 du code de l'environnement) ;</li><li>- la quantité du déchet entrant ;</li><li>- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;</li><li>- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li><li>- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n°2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives,</li><li>- la date de réexpédition ou de vente des équipements admis et, le cas échéant, leur date de désassemblage,</li><li>- le cas échéant, la date et le motif de non-admission des équipements.</li></ul> L'installation dispose d'un système de pesée des équipements admis, ou d'un moyen équivalent. La vérification périodique du dispositif est régulièrement effectué par un organisme compétent. Les justificatifs doivent être conservés et présentés à toute demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que toute réception des déchets de GEM froids passait par Trackdéchets et que le registre des déchets entrants pouvait être extrait de l'application. L'Inspection a demandé à avoir accès au registre pour la semaine du 17 au 21 novembre. Celui-ci lui a été transmis par courriel du 04 décembre 2025. L'Inspection constate que le registre montre bien toutes les informations requises. Cependant, certaines colonnes du tableau du registre sont décalées. Par exemple : la quantité réceptionnée de déchets est indiquée dans la colonne notée « Quantité refusée nette (tonnes) »  <b>Observation : l'Inspection recommande à l'exploitant de vérifier que les informations notées dans le registre correspondent bien à la bonne entrée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Registre des déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2025, article 8.2.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets sortants
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition du déchet ;</li><li>- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li><li>- la quantité du déchet sortant ;</li><li>- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;</li><li>- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n°2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;</li><li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.</li></ul> <p>Au regard des opérations de tri effectuées sur le site ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, l'exploitant est exonéré d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants en application des dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>Le registre des matières issues du traitement des déchets admis sur l'unité et qui n'ont plus le statut de déchet contient, au moins, pour chaque flux de substances ou objets ayant cessé d'être des déchets, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>la date du traitement du déchet ;</li><li>la nature du déchet traité (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li><li>la quantité du déchet traité ;</li><li>la date d'expédition de ces substances ou objets ;</li><li>le nom et l'adresse de la personne à qui a pris possession de ces substances ou objets ayant cessé d'être des déchets ;</li><li>la référence de l'acte administratif ayant fixé les critères de sortie du statut de déchet.</li></ul> <p>Les registres visés au présent article sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition des autorités compétentes.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a indiqué qu'il utilisait une application interne pour la gestion des déchets sortants. Par courriel du 04 décembre 2025, l'exploitant a transmis son registre des déchets sortants pour la semaine du 17 novembre 2025. L'Inspection note que seuls des déchets non dangereux sont sortis</p>

de l'installation la semaine contrôlée. Toutes les informations requises pour des déchets non-dangereux sont bien indiquées dans le registre contrôlé.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Traitement des déchets (FRICOM)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2025, article 8.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, quantité de déchets suite traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La quantité maximale de déchets de gros électroménagers froids dépollués traités sur le site par broyage est de 100 t/j.  La quantité de mousse isolante traitée, stockée sur le site, n'excède pas 600 m <sup>3</sup> , soit 120 tonnes.  La quantité de matières plastiques stockées sur le site n'excède pas 600 m <sup>3</sup> , soit 100 tonnes.  La quantité de chlorofluorocarbones (HCFC, HFC) issus du traitement des GEM Froids stockés sur le site n'excède pas 12 tonnes.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que, au jour de l'inspection, étaient stockés sur le site : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2,5 t de mousse isolante traitée ;</li><li>- 24 t de matières plastiques ;</li><li>- 8 t de chlorofluorocarbones issus du traitement des GEM Froids.</li></ul> <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite